

***Direction de l'évaluation de la performance,
de l'achat, des finances et de l'immobilier***

Service de l'Achat, de l'Innovation et de la
Logistique du Ministère de l'Intérieur
Sous-direction de l'Achat et du Suivi de
l'Exécution des marchés
Bureau des Achats Immobiliers et Prestations

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Objet de la consultation	Prestations de maintenance multiservices et multitechniques pour le site « LOGNES » de l'administration centrale du ministère de l'Intérieur
Procédure	Appel d'offres ouvert prévu à l'article L.2124-2 du Code de la commande publique
Nature du marché public	Prestations de services
Référence Place	PRA034484_MSMTLognes
Pièces annexes au règlement de la consultation	<u>Lot n°1</u> Annexe 1 : CRT – Cadre de réponse technique Annexe 2 : Certificat de visite Annexe 3 : Eléments de masse salariale <u>Lot n°2</u> Annexe 1 : CRT - Cadre de réponse technique Annexe 2 : Certificat de visite

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE LA CONSULTATION	4
1.1 Représentant du pouvoir adjudicateur	4
1.2 Objet de la consultation	4
1.3 Procédure de passation	4
1.4 Forme de l'accord-cadre.....	4
1.5 Allotissement	5
1.6 Durée de l'accord-cadre et début d'exécution des prestations	5
1.7 Montants de l'accord-cadre.....	6
1.8 Développement durable	6
1.9 Modalités essentielles de paiement	6
1.10 Recours à la sous-traitance	6
1.11 Candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques	7
1.12 Clause d'insertion par l'activité économique	7
1.12 Reprise du personnel – Information de masse salariale – (lot n°1 uniquement).....	8
1.12.1 Obligation de reprise du personnel	8
1.12.2 Liste des personnels éligibles	8
ARTICLE 2 - DOSSIER DE CONSULTATION	9
2.1 Contenu des documents de la consultation	9
2.1.1 Pièces communes	9
2.1.2 Lot n°1 – Prestations multiservices	9
2.1.3 Lot n°2 – Prestations multitechniques.....	10
2.2 Demandes de précisions relatives au dossier de consultation.....	10
2.3 Modifications du dossier de consultation	11
ARTICLE 3 - VISITE DE SITE OBLIGATOIRE	11
3.1 Caractère obligatoire de la visite	11
3.2 Organisation de la visite	11
ARTICLE 4 - CARACTERISTIQUES DES OFFRES REMISES	13
4.1 Généralités	13
4.1.1 Acceptation sans réserve des dispositions contractuelles	13
4.1.2 Langue utilisée	13
4.1.3 Monnaie de référence.....	13
4.2 Date et heure limites de réception des offres	13
4.3 Durée de validité des offres	14
4.3.1 Durée minimale applicable à la présente consultation	14
4.3.2 Prorogation de la date limite de validité des offres.....	14

ARTICLE 5 – CONTENU DE LA CANDIDATURE.....	14
5.1 Modalités de communication et contenu des éléments de candidature	14
5.2 Stockage numérique des attestations sociales et fiscales.....	16
ARTICLE 6 - CONTENU DE L'OFFRE	16
6.1 Lot n°1 – Prestations multiservices	16
6.1.1 Offre technique	16
6.1.2 Offre financière	17
6.2 Lot n°2 – Prestations multitechniques	17
6.2.1 Offre technique.....	17
6.2.2 Offre financière	18
6.3 Engagement de confidentialité	18
ARTICLE 7 - SELECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	19
7.1 Examen des candidatures.....	19
7.2 Examen des offres - Recevabilité.....	19
7.3 Offres anormalement basses	19
7.4 Conditions d'envoi ou de remise des précisions, régularisations, compléments de candidature éventuels.....	20
7.5 Modalités de jugement des offres.....	20
7.5.1 critère de jugement des offres.....	20
7.5.2 Méthode de notation des offres	21
7.5.2.1 Méthode de notation de la valeur technique.....	21
7.5.2.2 Méthode de notation de la valeur environnementale.....	21
7.5.2.3 Méthode de notation du critère prix	21
7.5.2.4 Note finale.....	22
7.5.3 modalités de classement des offres	22
7.5.4 Attribution de l'accord-cadre.....	22
ARTICLE 8 - ACHEVEMENT DE LA CONSULTATION	22
8.1 Documents à fournir par l'attributaire pressenti	22
8.2 Vérifications des motifs d'exclusion et contradictoire	24
8.3 Mise au point des composantes de l'accord-cadre	25
8.4 Offres non retenues	25
8.5 Abandon de procédure – Déclaration sans suite.....	25
8.6 Contentieux	25

ARTICLE 1 - CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE LA CONSULTATION

1.1 Représentant du pouvoir adjudicateur

Les coordonnées du représentant du pouvoir adjudicateur sont les suivantes :

Ministère de l'Intérieur - Secrétariat général

Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier
Service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du ministère de l'Intérieur
Sous-direction de l'achat et du suivi et de l'exécution des marchés
Place Beauvau – immeuble Le Garance - 75800 PARIS cedex 08

Le pouvoir adjudicateur est représenté par Monsieur le Sous-directeur de l'achat et du suivi de l'exécution des marchés.

1.2 Objet de la consultation

L'accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de multiservices et multitechniques pour le site « LOGNES » de l'administration centrale du ministère de l'Intérieur.

Les prestations à réaliser sont détaillées dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP).

Le marché public concerné par la présente consultation est un marché de services au sens de l'article L.1111-4 du code de la commande publique.

1.3 Procédure de passation

La procédure utilisée pour la consultation est celle de l'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles L. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.4 Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire conforme aux dispositions de l'article L.2125-1-1° du Code de la commande publique. Cet accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles.

L'accord-cadre est composite, comportant une part forfaitaire pour les prestations récurrentes et une part exécutée à bons de commande pour les prestations ponctuelles.

En effet, pour une partie des prestations la nature, l'étendue et le rythme des besoins à satisfaire sont déterminés avec précision et s'exécuteront sous le régime du marché dit « ordinaire ».

Pour une autre partie des prestations, l'étendue et le rythme des besoins ne pouvant être définis à l'avance, il s'exécutera par l'émission de bons de commande successifs, selon les besoins de l'acheteur.

1.5 Allotissement

Conformément aux dispositions de l'article R2113-1 du Code de la commande publique, le marché est alloté comme suit :

N° de lot	Désignation
Lot n°1	Prestations multiservices
Lot n°2	Prestations multitechniques

Les candidats peuvent soumissionner pour un ou pour l'ensemble des lots.

Nomenclature communautaire CPV

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV), sont les suivantes :

Désignation	Classification principale
<i>Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments</i>	(50700000-2)
<i>Services divers aux entreprises et services connexes</i>	(79900000-3)
<i>Services de gestion d'immeubles et d'installations</i>	(79993000-1)

1.6 Durée de l'accord-cadre et début d'exécution des prestations

Pour chaque lot, l'accord-cadre est conclu à compter de sa date de notification au titulaire pour une période initiale d'un (1) an.

Pour le lot n° 2 « multitechnique », la durée inclut la période dite de recouvrement, la période d'exploitation du site et la période de démarrage et de réversibilité (le cas échéant) dans les conditions fixées au sein du CCTP.

Il sera ensuite reconductible trois (3) fois, pour une durée d'un an à compter de sa date de notification ou de sa reconduction, le cas échéant. La durée totale, reconductions comprises, n'excédera pas quatre (4) ans.

Chaque reconduction prendra la forme d'une décision tacite. Conformément aux dispositions du Code, le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction.

En cas de non reconduction, l'acheteur en informe le titulaire trois (3) mois avant la fin de la période en cours. Le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours et pour toutes les

commandes passées avant la date de fin de validité du Marché.

Aucune indemnité n'est due à l'autre partie en cas de non-reconduction de l'accord-cadre.

1.7 Montants de l'accord-cadre

Le montant forfaitaire du marché est celui indiqué par le titulaire au sein des annexes financière propre à chaque lot.

La partie exécutée à bons de commande est passée **sans montant minimum** et avec les montants maximum suivants :

Lot	Montant maximum pour la période initiale		Montant maximum par période de reconduction		Montant maximum pour la durée totale (reconductions comprises)	
	HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC
1	25 000	30 000	25 000	30 000	100 000	120 000
2	1 500 000	1 800 000	1 500 000	1 800 000	6 000 000	7 200 000

Les montants estimatifs de l'accord-cadre de la partie exécutée à bons de commande sont :

Lot	Montant estimatif pour la période initiale		Montant estimatif pour la durée totale (reconductions comprises)	
	HT	TTC	HT	TTC
1	8 500	10 200	34 000	40 800
2	500 000	600 000	2 000 000	2 400 000

1.8 Développement durable

Le présent accord-cadre comporte des clauses d'exécution environnementales et sociales qui s'exécutent dans les conditions définies dans le CCAP.

1.9 Modalités essentielles de paiement

Le paiement par virement bancaire des opérations est effectué sur le budget du ministère de l'Intérieur, avec un délai maximum de paiement de trente (30) jours.

Les dispositions applicables à l'avance sont décrites dans le CCAP.

1.10 Recours à la sous-traitance

Le recours à la sous-traitance est admis dans les conditions des articles R2393-1 et suivants du code de la commande publique. Le titulaire demeure le seul interlocuteur du ministère, et assume l'entière responsabilité des prestations objet de l'accord-cadre. De plus, l'ensemble des conditions liées aux qualifications, habilitations ou autres sont appliquées aux sous-traitants.

Si le titulaire de l'accord-cadre n'est pas lui-même une petite ou moyenne entreprise ou un artisan, la part minimale qu'il s'engage à confier, directement ou indirectement, à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans, en application de l'article L. 2171-8, est fixée à 10 % du montant prévisionnel du marché, sauf lorsque la structure économique du secteur concerné ne le permet pas. La déclaration de sous-traitance doit comporter les informations énumérées à l'article R2193-1 du code de la commande publique y compris les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le ministère de l'économie, des finances et de la relance met à disposition des entreprises titulaires de marchés publics le formulaire DC4 accessible sur son portail internet à l'adresse internet ci-dessous :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le ministère avant toutes interventions sur sites.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement correspondant est possible en cours d'exécution de l'accord-cadre. Les déclarations de sous-traitance seront alors transmises à l'administration selon les modalités décrites au cahier des clauses administratives de l'accord-cadre.

Toute sous-traitance non déclarée pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risque du titulaire.

La demande d'agrément d'un sous-traitant de la part du titulaire doit intervenir dans un délai minimum de trois (3) semaines avant son intervention sur site.

Cet agrément ne peut être évoqué comme motif de retard dans les prestations à réaliser au titre de l'accord-cadre.

1.11 Candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques

Un candidat peut présenter son offre sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire dans les conditions prévues par les articles R. 2142-19 à R. 2142-26 du code de la commande publique et sous réserve du respect des règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence.

Sans préjudice de l'article L.2141-13 du code de la commande publique, la composition du groupement ne peut pas être modifiée entre la remise de la candidature et la date de signature de l'accord-cadre, sous réserve des cas particuliers prévus à l'article R. 2142-26 du code de la commande publique.

1.12 Clause d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la Commande Publique incluant dans le cahier des charges de la présente consultation une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Pour l'exécution du marché, l'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place un dispositif d'accompagnement mis en œuvre par

Ensemble Paris Emploi Compétences
18 rue Goubet
75019 Paris

Les lots concernés par la mise en place de la clause d'insertion sont les suivants :

N° de lot	Désignation du lot
Lot 02	Prestations multiethniques

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de non-respect du cahier des charges.

1.12 Reprise du personnel – Information de masse salariale – (lot n°1 uniquement)

1.12.1 Obligation de reprise du personnel

Le candidat prend en considération pour l'établissement de son offre, son obligation de reprise du personnel concernant les prestations d'hygiène et de propreté, y compris la fourniture des produits et des consommables sanitaires, et le nettoyage des vitreries.

1.12.2 Liste des personnels éligibles

Conformément à la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011 (IDCC 3043), les prestations d'hygiène et de propreté, y compris la fourniture des produits et des consommables sanitaires, et le nettoyage des vitreries sont soumis à l'obligation de reprise du personnel.

Dès lors, conformément à l'article R 2111-2 du Code de la commande publique (CCP), l'annexe du présent règlement de consultation informe les candidats de la masse salariale du personnel éligible afin de leur permettre de formuler une offre en connaissance de cause et de prendre en compte ces éléments dans la formation de leurs prix dans le respect du principe d'égalité qui leur est dû.

Conformément à l'article R 2111-2 du CCP, l'annexe 4 du présent règlement de consultation informe les candidats de la masse salariale du personnel éligible afin de leur permettre de formuler une offre

en connaissance de cause et de prendre en compte ces éléments dans la formation de leurs prix dans le respect du principe d'égalité qui leur est dû.

Ces informations ont été transmises, sous leur responsabilité, par les entreprises actuellement titulaires des marchés à la date du 15 mars 2024.

De plus, ces informations ne préjugent en rien de la transférabilité réelle des personnels au moment de la date d'effet du marché étant donné que le titulaire conserve la faculté de contester les prétentions au transfert des personnels ou les salariés transférables peuvent conserver la liberté de demander ou non le transfert de leur contrat de travail. Le droit à la continuité du contrat de travail ne peut être que présumé restant soumis à l'appréciation des juges.

Ces informations sont présentées en annexe du présent document sont donc de nature purement indicative et n'engagent donc pas la responsabilité de l'acheteur qui ne fait que les retransmettre sur la base des déclarations du titulaire sortant et des conditions d'exécution antérieures à cette consultation.

ARTICLE 2 - DOSSIER DE CONSULTATION

2.1 Contenu des documents de la consultation

Les documents de la consultation mis à disposition sont les suivants :

2.1.1 Pièces communes

- ✓ L'avis d'appel public à la concurrence
- ✓ Le règlement de la consultation
- ✓ Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe :
 - Annexe 1 : Engagement de confidentialité
- ✓ Les formulaires de déclaration du candidat
 - Formulaire DC 1
 - Formulaire DC 2
 - Formulaire DC 4

2.1.2 Lot n°1 – Prestations multiservices

- ✓ Les annexes au règlement de la consultation :
 - Annexe 1 : Cadre de réponse technique CRT
 - Annexe 2 : Certificat de visite
 - Annexe 3 : Eléments de masse salariale
- ✓ Les annexes financières à l'acte d'engagement :
 - Annexe 1 – Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), constituée d'un feuillet
 - Annexe 2 - Bordereau de prix unitaire (BPU) prestations, matériels et consommables
 - Annexe 3 - Coefficient de majoration de main d'œuvre
- ✓ Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) « Prestations multiservices » et ses annexes :

- Annexe 1 : Fréquences et actions
- Annexe 2 : Superficies et surfaces
- Annexe 3 : Descriptif des sites
- Annexe 4 : Revêtements de sols
- Annexe 5 : Fiche contrôle

NB : Pour chaque lot, l'acte d'engagement sera remis pour signature à l'attributaire avant notification de l'accord-cadre.

2.1.3 Lot n°2 – Prestations multitechniques

- ✓ Les annexes au règlement de la consultation :
 - Annexe 1 : Cadre de réponse technique CRT
 - Annexe 2 : Certificat de visite
- ✓ Les annexes financières à l'acte d'engagement :
 - Annexe 1 – Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), constituée d'un feuillet
 - Annexe 2 - Bordereau de prix unitaire (BPU) six onglets
 - Annexe 4 - Coefficient K sur fournitures hors BPU
 - Annexe 3 - Coefficient de majoration de main d'œuvre
- ✓ Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) « Prestations multitechniques » et ses annexes :
 - Annexe 1 : PERIMETRE_CONTRAT
 - Annexe 2 : DESCRIPTIF_SURFACES
 - Annexe 3 : DESCRIPTIF_SITES
 - Annexe 4 : CORPS_ETAT_CNF
 - Annexe 5 : CORPS_ETAT_HARRAS
 - Annexe 6 : CORPS_ETAT_NOISIEL
 - Annexe 7 : INDICATEURS
 - Annexe 8 : GAMMES_MAINTENANCE
 - Annexe 9 : Inventaire

NB : Pour chaque lot, l'acte d'engagement sera remis pour signature à l'attributaire avant notification de l'accord-cadre.

2.2 Demandes de précisions relatives au dossier de consultation

Jusqu'au **dixième jour calendaire** précédant la date limite de réception des plis indiquée en page de garde du présent document, les opérateurs économiques peuvent demander toutes les précisions qu'ils jugent utiles à l'établissement de leur offre.

Dans ce cadre, la demande de précisions doit être adressée à l'acheteur via le système de questions réponses disponible sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE). **L'acheteur apporte les réponses** aux demandes de précisions présentées par les opérateurs économiques par le même dispositif **au plus tard six (6) jours** calendaires avant la date limite de réception des plis.

2.3 Modifications du dossier de consultation

L'administration peut, au plus tard six (6) jours avant la date limite de réception des plis, apporter des modifications au dossier de consultation. Elle en informe les candidats sur la PLACE.

ARTICLE 3 - VISITE DE SITE OBLIGATOIRE

3.1 Caractère obligatoire de la visite

Les candidats sont informés que la visite préalable **est obligatoire** afin d'avoir la meilleure connaissance possible de la configuration des lieux.

Toutefois, en cas d'impossibilité de visiter le site, le candidat pourra faire état par tout moyen de sa bonne connaissance du site.

L'offre du candidat qui ne présente pas le certificat de visite ou n'apporte pas les éléments faisant état de sa connaissance du site sera considérée comme irrégulière par le pouvoir adjudicateur.

3.2 Organisation de la visite

Les candidats solliciteront un rendez-vous en contactant l'acheteur dans les mêmes conditions que décrites à l'article 2.2 du présent règlement de consultation, par le biais de la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

Les visites sont programmées aux dates suivantes :

Pour le lot 1 Multiservices:

- lundi 7 juillet à 10h
- mercredi 9 juillet à 10h

Pour le lot 2 Multitechniques:

- mercredi 9 juillet à 14h
- vendredi 11 juillet à 10h

Les candidats communiqueront à l'acheteur leur choix via **PLACE** au plus tard 48 heures à l'avance par rapport à la date souhaitée. La confirmation de prise de rendez-vous et les modalités d'accès leur seront communiquées par le BGSAC.

Chaque candidat ne pourra effectuer qu'une seule visite du site.

Aucune visite ne sera organisée au-delà de la dernière date programmée sauf dans l'hypothèse où l'administration venait à être dans l'impossibilité d'organiser une visite initialement programmée.

A l'issue de la visite, les candidats feront renseigner et signer le certificat de visite fourni en annexe du présent règlement, par le représentant de l'administration qui mènera la visite.

Une copie du certificat de visite sera conservée par l'administration afin de contrôler le respect par le candidat de la règle de la visite unique mentionnée ci-avant.

Les questions qui pourraient être formulées à l'occasion de cette visite ne feront l'objet d'aucune réponse orale. Les candidats désireux d'obtenir des renseignements complémentaires devront le faire par écrit dans les mêmes conditions que décrites à l'article 2.2 du présent règlement de consultation par le biais de la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

Le stationnement du véhicule n'est pas assuré sur le site du ministère de l'Intérieur.

ARTICLE 4 - CARACTERISTIQUES DES OFFRES REMISES

4.1 Généralités

4.1.1 Acceptation sans réserve des dispositions contractuelles

Le fait de soumettre une offre signifie que le candidat accepte sans réserve les dispositions du CCAP et du CCTP, annexes comprises.

4.1.2 Langue utilisée

Les offres dans leur intégralité sont rédigées exclusivement en langue française.

Conformément aux articles R.2143-16 et R.2151-12 du CCP, si les documents techniques accompagnant l'offre sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés de leur traduction en français.

4.1.3 Monnaie de référence

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro (symbole : €).

4.2 Date et heure limites de réception des offres

Seuls peuvent être ouvertes les offres dématérialisées qui ont été reçues au plus tard aux date et heure limites de réception des offres mentionnées dans l'avis d'appel public à la concurrence, et rappelées au présent article.

Conformément aux articles R.2143-2 et R.2151-5 et R.2151-6 du CCP, les offres dématérialisées parvenues hors délai sont éliminées par le pouvoir adjudicateur sans avoir été ouvertes.

Date et heure limites de réception des offres :

Vendredi 25 juillet 2025 à 14h00

L'heure limite précise est 14 heures, zéro minute, zéro seconde.

Le fuseau horaire, sur lequel sont rattachées cette date et heure limites, est celui de Paris.

4.3 Durée de validité des offres

4.3.1 Durée minimale applicable à la présente consultation

Le délai de validité des offres est fixé à neuf (9) mois à compter de la date limite de remise des offres fixée dans l'avis d'appel public à la concurrence et le présent règlement de la consultation.

Il est précisé que l'accord-cadre peut être signé postérieurement à l'expiration du délai de validité des offres à la condition que le pouvoir adjudicateur ait fait son choix sur l'offre retenue durant ce délai.

4.3.2 Prorogation de la date limite de validité des offres

La date limite de validité des offres peut être prorogée, avant l'attribution de l'accord-cadre, avec l'ensemble des soumissionnaires ayant déposé une offre et donné leur accord à cette prorogation.

ARTICLE 5 – CONTENU DE LA CANDIDATURE

5.1 Modalités de communication et contenu des éléments de candidature

Pour justifier de sa qualité pour recevoir des commandes de l'Etat et ses capacités au regard de l'objet de l'accord-cadre, le candidat utilise le(s) support(s) de son choix. Il doit impérativement présenter sa candidature selon l'une des modalités qui suit :

1^{ère} modalité : le soumissionnaire présente sa candidature via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) :

Le soumissionnaire transmet l'ensemble des documents visés ci-après :

❑ Situation juridique propre des opérateurs économiques :

Le candidat transmet les documents mentionnés ci-dessous :

- Le formulaire [DC1](#) ou une lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses co-traitants, obligatoire en cas de groupement et/ou d'allotissement ;
- Le formulaire [DC2](#) ou équivalent

Ces deux documents et leurs notices sont disponibles en téléchargement à l'adresse internet suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Si le candidat se présente en groupement, quelle que soit sa forme (conjointe ou solidaire), le pouvoir adjudicateur exprime sa préférence pour le mandataire produise un document d'habilitation, dans lequel figure explicitement le nom et les références de publication de la consultation, signé par chacun des membres du groupement, justifiant de la capacité du mandataire à intervenir en leur nom et pour leur compte, dès le stade de la remise des éléments de candidature.

❑ Informations relatives à la capacité économique et financière du candidat :

Le candidat transmet une déclaration concernant :

- le chiffre d'affaires global réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles. Pour ce faire, le candidat renseigne le formulaire DC2 ;

Le candidat qui n'est pas en mesure de fournir les éléments demandés ci-dessus, notamment en raison de sa date récente de création, peut prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par le pouvoir adjudicateur.

☐ Informations relatives aux capacités techniques et professionnelles du candidat :

Le candidat transmet une déclaration indiquant, pour chacune des trois dernières années :

- une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- la liste des principaux services en rapport avec l'objet du marché, effectués au cours des trois dernières années en précisant le montant, la date et le client public ou privé.

Les prestations de services sont prouvées par des attestations du client ou, à défaut, par une déclaration du candidat.

☐ Présentation des autres opérateurs économiques (cotraitants et sous-traitants) :

Le candidat qui souhaite se prévaloir des capacités d'autres opérateurs économiques doit fournir les mêmes documents que ceux exigés de lui par le pouvoir adjudicateur concernant ces opérateurs. De plus, le candidat produit un engagement écrit de ces opérateurs justifiant qu'il disposera de leurs capacités pour l'exécution du présent accord-cadre.

En cas de cotraitance, le dossier de candidature doit comporter un formulaire DC1 et un formulaire DC2 pour chaque cotraitant.

En cas de sous-traitance déclarée au stade de la passation du marché public, le dossier de candidature doit comporter un formulaire DC2 et un formulaire DC4 pour chaque sous-traitant, le cas échéant.

2^{ème} modalité : le soumissionnaire présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) :

En application de l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (ci-après DUME).

Dans ce cas, le soumissionnaire transmet à l'administration un formulaire établi conformément au modèle fixé en annexe 2 du règlement d'exécution (UE) 2016/7 de la Commission du 5 janvier 2016 établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen. Le DUME doit être rédigé en français.

Le candidat peut se limiter à indiquer dans le DUME qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Le candidat peut réutiliser un DUME qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables.

5.2 Stockage numérique des attestations sociales et fiscales

En vertu de l'article R. 2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

1° d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation;

2° d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

A cette fin, l'acheteur propose au candidat l'utilisation de la plateforme **e-Attestations.com** :

e-Attestations.com est une plateforme de collecte et de vérification des certificats et attestations requis au titre de la réglementation pour la signature des marchés et lors de leur exécution. Son utilisation est gratuite et permet de déposer régulièrement et en toute sécurité les attestations demandées par les administrations durant l'exécution des marchés.

La plateforme permet aux entreprises de mutualiser la remise des documents justificatifs exigibles des attributaires de marchés aux différents donneurs d'ordre publics utilisant ce site.

Cette démarche présente l'avantage de limiter les échanges administratifs lors de la notification et de l'exécution des marchés, par ailleurs, la plateforme garantit la confidentialité des documents déposés.

En outre, conformément à l'article R. 2143-14 du code de la commande publique, les opérateurs économiques ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qu'ils ont déjà transmis au pouvoir adjudicateur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Il relève de la responsabilité des opérateurs économiques de s'assurer de la validité de ces informations à la date de remise des offres fixée dans le présent document.

ARTICLE 6 - CONTENU DE L'OFFRE

6.1 Lot n°1 – Prestations multiservices

6.1.1 Offre technique

L'offre technique constitue la réponse du candidat aux besoins et exigences fixés par l'administration dans le CCTP. **Ces réponses** devront être pertinentes et cohérentes car elles **constituent un engagement contractuel du candidat**.

Il est demandé au candidat de présenter impérativement à l'appui de son offre :

1) Le cadre de réponse technique (CRT) nécessaire à l'analyse du critère « valeur technique »

Le candidat peut, le cas échéant, compléter ou détailler certains éléments de réponse qu'il jugerait nécessaires à l'appréciation de son offre dans un mémoire technique annexe. Le renvoi aux éléments annexés devra être précisément indiqué et identifié dans le cadre de réponse technique.

- 2) Le certificat de visite dûment rempli et signé ou, en cas d'impossibilité de visiter le site, tout élément permettant d'établir sa bonne connaissance du site par le candidat ;

6.1.2 Offre financière

Les annexes financières (DPGF, BPU) de l'acte d'engagement dûment complétées par le candidat constituent son offre financière.

L'offre financière comprend les annexes à l'acte d'engagement suivantes :

- Annexe 1 : AE_A1_DPGF_L1_MS_LOGNES_v2.xlsx
- Annexe 2 : AE_A2_BPU_L1_MS_LOGNES_v1.xlsx
- Annexe 4 : AE_A3_COEF_Majo_MO_MS_LOGNES.xlsx

Le candidat veille à tarifier l'intégralité des prestations demandées dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ainsi que dans le bordereau de prix unitaires (BPU), sans modifier leur présentation. L'ajout ou la suppression des colonnes ou lignes n'est pas autorisé.

Le candidat est invité à remettre une version en format Excel (ou compatible avec ce format) du document afin de faciliter l'analyse par l'administration.

Ces documents complétés revêtent un caractère contractuel.

L'absence d'une de ces pièces entraîne l'irrégularité de l'offre du candidat.
--

6.2 Lot n°2 – Prestations multitechniques

6.2.1 Offre technique

L'offre technique constitue la réponse du candidat aux besoins et exigences fixés par l'administration dans le CCTP. **Ces réponses** devront être pertinentes et cohérentes car elles **constituent un engagement contractuel du candidat**.

Il est demandé au candidat de présenter impérativement à l'appui de son offre :

1) Un mémoire technique respectant l'ordre de présentation des thèmes à traiter figurant dans le cadre de réponse technique constituant l'annexe n°2 du présent règlement de la consultation.

Le mémoire technique, en format A4 ne peut excéder 70 pages hors pages de titres, de sommaire, fiches techniques des produits, matériels, équipements, hors cv ou profils types des personnels. Les pages supplémentaires ne seront pas examinées.

Le candidat peut, le cas échéant, compléter ou détailler certains éléments de réponse qu'il jugerait nécessaires à l'appréciation de son offre par des pièces annexes. Le renvoi aux éléments annexés devra être précisément indiqué et identifié dans le mémoire technique.

2) Le certificat de visite (annexe n°4 du RC) dûment rempli et signé sauf condition exonératoire indiquée à l'article 3.1 du présent règlement.

6.2.2 Offre financière

Les annexes financières de l'acte d'engagement dûment complétées par le candidat constituent son offre financière.

L'offre financière comprend les annexes à l'acte d'engagement suivantes :

- Annexe 1 : AE_A1_DPGF_MT_LOGNES_v1.xlsx - Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- Annexe 2 : AE_A2_BPU_ MT_LOGNES_v2.xls - Bordereau des prix unitaires pièces détachées ;
- Annexe 3 : AE_A3_BPU_main oeuvre_LOGNES.xlsx - Bordereau des prix unitaires main d'œuvre ;
- Annexe 4 : AE_A4_CoefK et remises_LOGNES.xlsx - Coefficient K et remises sur catalogues.

Le candidat veille à tarifier l'intégralité des prestations demandées dans les annexes financières sans modifier leur présentation. L'ajout ou la suppression des colonnes ou lignes n'est pas autorisé.

Le candidat est invité à remettre une version non modifiable en format PDF et une version modifiable en format Excel (ou compatible avec ce format) du document afin de faciliter l'analyse par l'administration.

Ces documents complétés revêtent un caractère contractuel.

L'absence d'une de ces pièces entraîne l'irrégularité de l'offre du candidat.

6.3 Engagement de confidentialité

Le soumissionnaire remet le formulaire d'engagement de confidentialité (annexe n°1 du CCAP), datée et signée.

ARTICLE 7 - SELECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

7.1 Examen des candidatures

Conformément aux dispositions de l'article R. 2144-1 du code de la commande publique, l'acheteur vérifie les informations qui figurent dans le dossier de candidature tel que défini à l'article 5.1 du présent document, y compris en ce qui concerne les opérateurs économiques (cotraitants ou sous-traitants) sur les capacités desquels le candidat s'appuie.

En vertu de l'article R. 2144-3 du code de la commande publique, la vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats peut être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution de l'accord-cadre.

Au vu des éléments de candidature transmis par le candidat dans son pli et, le cas échéant, après demande de complément effectuée en application de l'article R. 2144-2 et/ou de l'article R. 2144-6 du code de la commande publique, l'acheteur élimine toute candidature qui ne peut être déclarée recevable conformément aux dispositions de l'article R. 2144-7 du code de la commande publique.

7.2 Examen des offres - Recevabilité

Conformément aux articles R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique :

Les offres **inappropriées** seront **éliminées**. Est inappropriée une offre sans rapport avec le présent marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences formulées dans les documents de la consultation.

Dans les procédures d'appel d'offres, les offres **inacceptables** sont **éliminées**. Est inacceptable une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au Marché. Les offres inacceptables peuvent devenir acceptables au cours de la négociation.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de **régulariser** les offres concernées à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. Est irrégulière une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale. Cette régularisation pourra avoir lieu à tout moment, dès la fin de la phase de consultation et jusqu'avant l'attribution du marché.

7.3 Offres anormalement basses

Pour chaque lot, le traitement des suspicions d'offre anormalement basse se fera dans les conditions des articles R. 2152-3 à R.2152-5 du Code de la commande publique.

7.4 Conditions d'envoi ou de remise des précisions, régularisations, compléments de candidature éventuels

Sauf mention contraire, le candidat doit appliquer le mode de transmission retenu initialement (électronique) à l'ensemble de ses échanges.

Il est précisé que l'adresse mail que l'acheteur utilisera pour procéder à d'éventuels demandes de précisions, régularisations ou compléments de candidature est l'adresse avec laquelle le soumissionnaire a déposé son offre ou celle figurant dans la déclaration de candidature (DC1 ou équivalent).

L'ensemble des documents constituant la réponse devra être remis au plus tard avant la date fixée par le pouvoir adjudicateur dans sa demande.

Les plis parvenus après ces dates et heure ou remis sous enveloppe non cachetée, pour quelque motif que ce soit, ne seront pas ouverts. Le candidat en sera informé.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la plateforme des achats de l'état « PLACE » notamment, **nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr**, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

7.5 Modalités de jugement des offres

7.5.1 critère de jugement des offres

Le jugement des offres sera réalisé dans le respect des conditions et principes énoncés par le Code de la commande publique.

Pour chaque lot, les critères pondérés, détaillés ci-après, seront pris en compte pour le jugement des offres :

Critères	Pondération
Valeur technique	50%
<i>Qui se décompose en sous-critères portant sur :</i>	
Pertinence de l'organisation et des méthodes dédiées aux prestations	15 points
Pertinence des moyens humains affectés à la réalisation des prestations	25 points
Pertinence des moyens matériels et équipements dédiés aux prestations	10 points
Mesures prises en faveur de la protection de l'environnement	10%
<i>Qui se décompose en sous-critères portant sur :</i>	
Qualité éco-responsable des produits	5 points
Qualité des mesures pour diminuer l'empreinte carbone liées la réalisation des prestations	5 points
Prix	40%

7.5.2 Méthode de notation des offres

Dans le cas où le marché n'aurait fait l'objet que d'une seule offre, les coefficients de pondération et la notation ne seront pas utilisés. En effet, cette méthode d'évaluation n'est utile que pour comparer et classer les offres émanant de plusieurs candidats. Il s'agit de vérifier que l'offre est conforme et répond aux exigences et attentes de l'acheteur

7.5.2.1 Méthode de notation de la valeur technique

L'analyse technique est effectuée sur la base des réponses fournies par le candidat dans le cadre de réponse.

Chaque item du critère technique sera jugé en attribuant des notes de 20 points à 100 points :

- 20 points : médiocre
- 40 points : passable
- 60 points : bonne
- 80 points : très bonne
- 100 points : excellents

Les notes sont ensuite pondérées par application du coefficient de pondération correspondant.

7.5.2.2 Méthode de notation de la valeur environnementale

L'analyse environnementale est effectuée sur la base des réponses fournies par le candidat dans le cadre de réponse.

Chaque item du critère environnemental sera jugé en attribuant des notes de 20 points à 100 points :

- 20 points : médiocre
- 40 points : passable
- 60 points : bonne
- 80 points : très bonne
- 100 points : excellents

Les notes sont ensuite pondérées par application du coefficient de pondération correspondant.

7.5.2.3 Méthode de notation du critère prix

Le critère prix est analysé au regard de la somme du montant annuel fixé à la DPGF et du montant annuel fixé au DQE.

La note du critère de prix correspond à la formule suivante :

$$\text{Note obtenue} = 40 * (\text{offre moins disante} / \text{offre analysée})$$

Les notes sont ensuite pondérées par application du coefficient de pondération correspondant.

Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) ne sera pas publié avec les autres documents constituant le dossier de consultation afin de permettre aux candidats de proposer dans le BPU les prix sur la base des besoins

décrits dans les cahiers des charges, sans être influencés de quelque manière que ce soit par les quantités estimées du DQE.

Afin d'assurer que l'analyse financière de chaque candidat respectera le principe d'égalité de traitement, l'acheteur rend intangible les DQE pendant toute la durée de l'appel d'offres et conformément à la réglementation en vigueur.

Pour cela, les DQE sont figés au plus tard avant l'ouverture des plis. Le DQE sera renseigné par l'administration durant la phase d'analyse des offres sur la base des annexes financières des soumissionnaires.

7.5.2.4 Note finale

Les candidats obtiennent une note finale sur 10 calculée selon la formule suivante :

Note finale = Note de la valeur technique + Note du prix + Note de la valeur environnementale

7.5.3 modalités de classement des offres

Pour chaque lot, conformément aux dispositions du Code, les offres sont classées par ordre décroissant et celle qui est la mieux classée est retenue.

7.5.4 Attribution de l'accord-cadre

Pour chaque lot, l'accord-cadre est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de la consultation.

ARTICLE 8 - ACHEVEMENT DE LA CONSULTATION

8.1 Documents à fournir par l'attributaire pressenti

Pour chaque lot, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public devra produire dans un délai imparti les documents suivants.

Néanmoins, les candidats sont informés qu'ils sont libres de remettre l'ensemble de ces documents lors du dépôt de leur pli.

- 1- L'acte d'engagement complété et **signé électroniquement** ;

En ce qui concerne les groupements d'opérateurs économiques, dans l'hypothèse où ils ne signent pas tous l'acte d'engagement, il conviendra de transmettre le document d'habilitation signé par tous les membres du groupement;

- 2- Les délégations de pouvoir appropriées ;

- 3- En cas de sous-traitance, la déclaration de sous-traitance (DC4 ou équivalent) signée par le sous-traitant et le soumissionnaire ;
- 4- Le ou les relevé(s) d'identité bancaire ou équivalent ;
- 5- Une attestation sur l'honneur que l'attributaire ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1, L. 2141-4 et L2141-7 à L2141-10 du CCP.
- 6- Une attestation d'assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations ;
- 7- si le soumissionnaire emploie des salariés étrangers, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article D.8254-2 du code du travail (1° Sa date d'embauche ; 2° Sa nationalité ; 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail)
- 8- En cas de redressement judiciaire, ou une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés ;

Lorsque le soumissionnaire est établi en France :

- 9- le numéro SIREN délivré par l'INSEE;
- 10- Pour les entreprises en cours d'inscription – un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (CFE);
- 11- Le cas échéant, dans le cas où elles ne sont pas disponibles sur PLACE, le(s) certificat(s) délivré(s) par les administrations et organismes compétents suivant(s) :
 - i. le certificat attestant la souscription des déclarations et paiements prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales ;

Nb : accessible depuis compte fiscal professionnel sur le site : <http://www.impots.gouv.fr/>.

- ii. Certificat de l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, connu sous le nom d'attestation de vigilance

Nb : accessible depuis compte fiscal professionnel sur le site : <https://mon.urssaf.fr/>.

Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France :

- 12- un document mentionnant son numéro individuel d'identification, attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le soumissionnaire n'est pas établi dans un pays de l'Union européenne, un document mentionnant l'identité et l'adresse du candidat ou les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France;
- 13- un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n°883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale;
- 14- Un extrait du registre pertinent au sens de l'article R.2143-9 du code de la commande publique, ou un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine, attestant de l'absence de cas d'exclusion. Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de 6 mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre;
- 15- Le cas échéant, en cas de recours à des travailleurs détachés, dans les conditions définies à l'article L.1262-1 du code du travail :

- i. L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice " SIPS" du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail;
- ii. Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 12642 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.
- iii. Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du soumissionnaire ne délivrent pas les moyens de preuve ou si les documents délivrés ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, le soumissionnaire peut fournir une déclaration sous serment, ou dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de pays d'origine ou d'établissement

Les pièces et attestations mentionnées dans cet article ne pouvant être rapatriées automatiquement sont à déposer sur : <https://www.e-attestations.com>

En vertu de l'article R. 2143-13 du code de la commande publique, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

- 1- d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- 2- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

A cette fin, le représentant du pouvoir adjudicateur propose au candidat l'utilisation de la plateforme **e-Attestations.com** mentionné à l'article 5.2 du présent règlement de consultation.

En outre, conformément à l'article R. 2143-14 du code de la commande publique, les opérateurs économiques ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qu'ils ont déjà transmis au pouvoir adjudicateur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, le candidat indique, dans sa candidature, les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis.

Toutefois, si le candidat retenu ne peut produire, suite à une demande écrite du représentant du pouvoir adjudicateur et ce, dans le délai fixé par le courrier, les pièces manquantes, **son offre est rejetée.**

Une demande identique sera alors adressée dans les mêmes conditions à la société suivante dans le classement des offres.

8.2 Vérifications des motifs d'exclusion et contradictoire

Le présent marché public ne peut être attribués à des opérateurs économiques ayant fait l'objet des mesures d'exclusion définies aux articles L2141-1 à L2141-6 et L2141-7 à L2141- 10 du code de la commande publique relatifs aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation de l'acheteur.

Conformément aux articles L2141-6-1 et L2141-11 du CCP, le candidat qui se trouve dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1, L. 2141-4 et L. 2141-5 et L. 21-41-7 à L.2141-10 peut fournir des preuves qu'elle a pris des mesures de nature à démontrer sa fiabilité, notamment en établissant qu'elle a, le cas échéant, entrepris de verser une indemnité en réparation du préjudice causé par l'infraction pénale ou la faute, qu'elle a clarifié totalement les faits ou les circonstances en collaborant activement avec les autorités chargées de l'enquête et qu'elle a pris des mesures concrètes propres à régulariser sa situation, à prévenir une nouvelle infraction pénale ou une nouvelle faute et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement des candidats.

Ces mesures sont évaluées en tenant compte de la gravité et des circonstances particulières de l'infraction pénale ou de la faute.

Si l'acheteur estime que ces preuves sont suffisantes, la personne concernée n'est pas exclue de la procédure de passation de marché.

Une personne qui fait l'objet d'une peine d'exclusion des marchés publics au titre des articles 131-34 ou 131-39 du code pénal ne peut se prévaloir de ce contradictoire pendant la période d'exclusion fixée par la décision de justice définitive.

8.3 Mise au point des composantes de l'accord-cadre

Conformément à l'article R. 2152-13 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut, en accord avec le candidat retenu, procéder à une mise au point des composantes de l'accord-cadre avant sa signature sans que cette mise au point puisse avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles de l'offre ou de l'accord-cadre.

8.4 Offres non retenues

Dès qu'il a fait son choix, le pouvoir adjudicateur notifie à tous les autres soumissionnaires le rejet de leur offre, en leur indiquant les motifs de ce rejet, dans les conditions fixées à l'article R.2181-1 et suivants du code de la commande publique.

Cette notification de rejet se fait via la plateforme des achats de l'Etat PLACE.

8.5 Abandon de procédure – Déclaration sans suite

Conformément à l'article R. 2185-1 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, déclarer la procédure sans suite.

Dans ce cas, le représentant du pouvoir adjudicateur communique dans les plus brefs délais les motifs de sa décision de ne pas attribuer l'accord-cadre ou de recommencer la procédure aux opérateurs économiques y ayant participé.

8.6 Contentieux

En cas de litige, le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

Instance chargée des procédures de recours – Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

L'instance chargée des procédures de recours est la suivante :

Tribunal Administratif de Paris

7 rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04

Téléphone : 01 44 59 44 00

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

URL : <https://paris.tribunal-administratif.fr/>